



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Juillet 2010



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Prévision de croissance 2010 : la crise « digérée ».....	4
Prêts record de la Banque mondiale	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Accélération économique	7
Perte du pouvoir d'achat chez les retraités.....	7
Les chiffres du travail au noir	7
La difficile insertion des jeunes.....	8
Bon échange, mauvaise notation	8
Perspectives 2011	8
BRÉSIL	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
Top départ pour trois mois de campagne présidentielle	11
Nouvelle hausse du SELIC	11
Bon mois de juin pour le commerce extérieur	11
Fléchissement de la création d'emplois légaux.....	12
Pauvreté en net recul	12
Forte inflation alimentaire	12
CHILI	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Salaire minimum réévalué	15
Croissance surprise	15
Moitié plus de familles riches	15
Le crédit des assureurs.....	15
COLOMBIE	16
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	17
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	18
Une bonne croissance pour commencer l'année.....	18
Baisse des <i>remesas</i> au premier trimestre.....	18
Combien de pauvres ?	18

MEXIQUE	19
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	20
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	21
Élections locales : victoire en demi-teinte pour le PRI	21
Les derniers chiffres du commerce extérieur	21
Lente récupération des <i>remesas</i>	21
La tendance chez les PME <i>nuevoleonas</i>	22
URUGUAY	23
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	24
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	25
Dettes publiques en augmentation	25
Les exportations s'envolent	25
Tendance à la hausse pour les salaires	25

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Prévision de croissance 2010 : la crise « digérée »

Alors que le second semestre de l'année commence, les différentes institutions publiques et privées livrent avec de plus en plus de précision leurs prévisions de croissance régionale pour l'année 2010, et les taux affichés incitent clairement à l'optimisme.

Si l'on établit une moyenne des différents taux publiés par grands pays, le Brésil tient le haut du pavé latino-américain avec une croissance prévisionnelle de 7,3%.

Derrière le géant lusophone, on trouve un groupe de pays affichant entre 4% et 6% comprenant le Chili (4,1%), le Mexique (4,3%), l'Équateur (4,7%), l'Uruguay (5,1%) et le Pérou (5,6%). Puis, dans une moindre mesure, la Colombie (3,0% et l'Argentine (3,8% ou 5,5% selon les sources) devraient eux aussi connaître une croissance soutenue.

Seule exception parmi les grandes nations de la région : le Venezuela, qui pourrait connaître une récession cette année (-0,5%).

PS : la CEPAL annonce une hausse du PIB régional latino-américain de 4,5% en 2010.

Prêts record de la Banque mondiale

En vue de soutenir la reprise économique face à la crise financière, la **Banque mondiale** a prêté **17,9 milliards de dollars** en 2009 à l'ensemble des pays de la région contre 17,1 milliards de dollars en 2008 (+4,7%).

Les principaux pays bénéficiaires ont été le Brésil, le Mexique et la Colombie, les secteurs des transports, de la santé, des services sociaux et de l'administration publique ayant reçu les plus fortes sommes.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 41M d'hab.

Densité de population 14,69 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		266,3	257,2	271,3
PIB (Δ %)		5,0	-3,4	5,5
PIB/hab. (\$)		6 759	6 273	6 617
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	9,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		22,0**	15,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	11,5	8,3
Solde commercial (Md\$)		13,18	17,29	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		48,9	46,1	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		127,3	128,1	123,8
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,45	3,80	
	/EUR	4,92	5,46	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Accélération économique

Selon les statistiques officielles fournies par l'**INDEC**, en avril dernier, la croissance économique a augmenté de **9,7%** (taux non atteint depuis deux ans) par rapport à avril 2009 et de **1,3%** par rapport à mars 2010. Avec ces chiffres, le taux de croissance sur les quatre premiers mois de l'année atteint **7,5%** par rapport à la même période de 2009.

Attention : selon les calculs d'institutions privées comme **Economía y Regiones**, le taux interannuel de croissance d'avril ne serait que de **4%** par rapport à avril 2009 et de **3%** sur les quatre premiers mois de 2010.

Perte du pouvoir d'achat chez les retraités

De nombreux retraités ont perdu jusqu'à **40%** de leur pouvoir d'achat ces neufs dernières années, perte due au manque d'actualisation des avoirs ainsi qu'à une inflation de **250%**. De plus, pendant des années, l'État a privilégié l'augmentation de la retraite minimum sans se préoccuper de ceux qui gagnaient plus et qui ont fini par se retrouver dans l'échelon le plus bas.

Aujourd'hui, l'État doit faire face à de nombreux procès avec les retraités, **330 000** litiges étant déjà en cours de traitement.

Les chiffres du travail au noir

Selon l'**INDEC**, il y aurait dans le pays **4 millions** de salariés non déclarés, c'est-à-dire ne bénéficiant pas d'avantages sociaux durant et après leur période d'activité (santé, vacances et retraite notamment). Le chiffre représente **34,6%** du total de la force de travail du pays.

Par ailleurs, une enquête officielle réalisée auprès de **93 000** entreprises et **190 000** salariés a montré que le taux de travail au noir atteint **26,9%**.

Une autre enquête montre que quatre personnes sur dix qui ont une activité salariée gagnent en moyenne **1 500 pesos mensuels** (385 dollars). Les aides familiales (chef de famille, enfants, etc.) contribuent à améliorer les conditions des revenus mais rendent aussi complexe et peu clair le tableau du panorama salarial du pays.

La difficile insertion des jeunes

L'Institut pour le développement social argentin révèle que 25% des jeunes âgés entre 18 et 24 ans ne travaillent ni n'étudient alors que 64% des jeunes ayant un travail ne sont pas déclarés et que seul 31% étudient. Les entreprises ont tendance à embaucher des personnes expérimentées et le changement dans la législation du travail ces dernières années n'a fait qu'empirer le problème. La nouvelle loi sur les stages, par exemple, a provoqué leur quasi disparition, ce qui diminue les possibilités d'insertion professionnelle et de progrès personnel de cette catégorie de la population.

Bon échange, mauvaise notation

Bien que l'échange de dette ait atteint près de 70%, soit à peu près dans les objectifs du gouvernement, **Standard & Poor's** n'a pas décidé de changer la qualification de B- détenue par le pays en tant qu'émetteur de dette. L'acceptation de 70% de l'échange de dette permet de régulariser 92,4% de la dette tombée en cessation de paiement. Avec cette opération, le gouvernement tente de prouver aux instances internationales (tribunaux et marchés de capitaux) que, dans la mesure de ses possibilités, il a agi en toute bonne foi auprès de ses créanciers. C'est également une réponse aux exigences « déraisonnables » des fonds spéculateurs avec la dette argentine.

Perspectives 2011

Avec un déficit fiscal de 3,5% du PIB et une croissance économique estimée à 5,5% en 2010, le gouvernement **Kirchner** a décidé, en premier lieu, de creuser les déficits au lieu de mettre en place un ajustement nécessaire dans un contexte de forte inflation (autour de 30% pour 2010). En effet, grâce à une collecte fiscale en hausse de 44%, le gouvernement a préféré financer le déficit avec des émissions (23% de croissance annuelle) et des réserves de la Banque centrale (6,5 milliards de dollars). Parallèlement, le gouvernement s'est lancé dans une politique d'ajustements des salaires en vue d'encourager la consommation.

Enfin, et pour couronner le tout, le gouvernement sera obligé de réaliser des ajustements pour éviter le dérapage des prix et mettre en place des mesures de protection pour ralentir les importations et limiter les bénéfices des actionnaires des entreprises qui risquent de les sortir du pays (pour cause de contrôle d'achat de dollars). Au fond, tout ceci représente le modèle classique : boum de la demande retardé avec le taux de change de la devise nationale afin de ralentir l'inflation. Le maintien du taux actuel de change peso/dollar gêne de manière dangereuse la compétitivité de la devise nationale par rapport au billet vert : les produits argentins deviendront trop chers à l'export (céréales en premier lieu) et les touristes chercheront d'autres destinations que l'Argentine, par exemple.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 199M d'hab.

Densité de population 23,38 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 418,9	1 421,7	1 525,5
PIB (Δ %)		5,1	0,2	7,3
PIB/hab. (\$)		7 130	7 144	7 666
Taux d'intérêt court* (%)		13,75	8,75	10,25
Taux d'inflation (Δ %)		6,2	4,31	5,4
Taux de chômage* (%)		7,8	8,1	7,3
Solde commercial (Md\$)		24,7	24,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		200,0	231,5	250,3
Dettes extérieures* (Md\$)		212,9	204,0	211,6
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,18	1,74	
	/EUR	3,28	2,46	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Top départ pour trois mois de campagne présidentielle

Le 6 juillet dernier la campagne pour les élections présidentielles a officiellement débuté. Le premier tour aura lieu le 3 octobre prochain (second tour éventuel le 31 de ce même mois).

A trois mois du scrutin une nouvelle tendance dans les sondages apparaît : la candidate de gauche (Parti des travailleurs) et protégée du président Lula, **Dilma Rousseff**, est passée devant son concurrent de droite **José Serra**, avec environ 40% des intentions de vote au premier tour contre 35% pour l'actuel gouverneur de l'État de São Paulo.

À côté de ces deux « mastodontes » de la campagne apparaît un troisième personnage qu'il ne faut pas ignorer. Avec environ 9% des intentions de vote, la populaire sénatrice **Marina Silva**, du **Parti vert**, pourrait jouer, sinon les *challengers*, au moins les trouble-fêtes. Mme Silva a été l'une des plus proches collaboratrices de Lula au début de son mandat en ayant été une ministre de l'Environnement active.

PS : pour le poste de vice-président en cas de victoire, José Serra a choisi le jeune député *carioca* **Antônio Indio da Costa** (parti Democratas).

Nouvelle hausse du SELIC

Quelques semaines à peine après sa dernière augmentation, de 8,75% à 9,50%, le taux de base **SELIC** a de nouveau été revu à la hausse par le **Comité de politique monétaire** (Banque centrale) à **10,25%**.

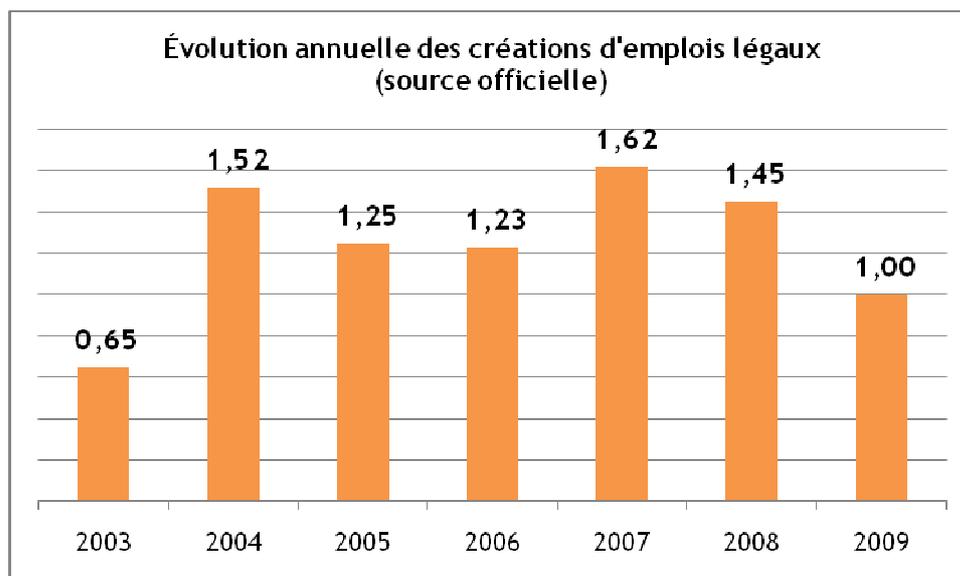
Bon mois de juin pour le commerce extérieur

Le mois dernier, la balance commerciale a enregistré un solde positif de **2,28 milliards de dollars**, soit 17,1 milliards de dollars d'exportations et 14,8 milliards de dollars d'importations.

Cet excédent mensuel de juin est le deuxième plus élevé de l'année 2010 après celui du mois de mai.

PS : au premier semestre 2010, le pays a obtenu un excédent commercial de **7,89 milliards de dollars**, correspondant à 89,2 milliards de dollars d'exportations et 81,3 milliards de dollars d'importations.

Fléchissement de la création d'emplois légaux



PS : en avril dernier, **305 068** emplois légaux ont été créés, un record mensuel.

Pauvreté en net recul

D'après les calculs de la **Fondation Getúlio Vargas**, entre 2003 et 2009, la pauvreté a baissé de **43%**, n'affectant désormais « que » **29,9 millions** de personnes, soit environ **14,8%** de la population totale.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le Brésil maintient une croissance moyenne de **5%** jusqu'en 2014, le nombre de pauvres cette année-là tomberait à **14,5 millions**.

Rappel : en 1993, **35%** des brésiliens vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

PS : entre 2003 et 2009, le salaire réel local a connu une augmentation de **53,6%**.

Forte inflation alimentaire

Sur la période janvier-mai 2010, les statistiques officielles de l'**IBGE** ont évalué le taux interannuel d'inflation à **3,09%**. Pour le seul segment des aliments, la hausse est de **5,48%**, la plus élevée jamais enregistrée depuis 1995.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		140,5	138,1	143,8
PIB (Δ %)		3,6	-1,7	4,1
PIB/hab. (\$)		8 464	8 319	8 663
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	0,5	1,0
Taux d'inflation (Δ %)		7,1	-1,4	1,9
Taux de chômage* (%)		7,8	9,7	8,6
Solde commercial (Md\$)		8,85	13,32	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		24,09	22,8	26,1
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	71,2	68,9
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	630,3	507	
	/EUR	914,8	716	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Salaire minimum réévalué

Depuis le 1^{er} juillet dernier, le montant du salaire minimum légal mensuel est de **172 000 pesos** (319 dollars), chiffre supérieur de **4,24%** à celui du précédent montant.

Actuellement, plus de 1,7 million de salariés touchent moins de 388,27 dollars par mois, 680 000 d'entre eux étant chefs de familles et 442 000 ayant entre 35 et 44 ans. La plupart travaille dans le secteur du commerce (359 000), dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture (353 000) et dans le secteur du bâtiment (141 000).

Croissance surprise

En mai dernier, la croissance économique interannuelle du pays a atteint **7,1%**, soit le plus fort taux depuis juin 2005 (7,2%). Cette progression serait due essentiellement au dynamisme des secteurs du commerce (détail et gros), des transports/télécommunications et de l'énergie (électricité et gaz).

Moitié plus de familles riches

En 2009, le nombre de familles riches au Chili a augmenté de 49% à plus de 200 000 familles, enregistrant alors la meilleure croissance d'Amérique latine. La hausse provient essentiellement des familles possédant un patrimoine dont la valeur oscille entre 100 et 250 000 dollars, et dont le nombre a crû de 61%.

La richesse totale de ces foyers est de **95,4 milliards de dollars**, soit une augmentation de 19% par rapport à 2008. Le groupe comptant plus de 100 millions de dollars de patrimoine, constitué de seulement 29 foyers, possède 28,2% de cette richesse, soit 27 milliards de dollars.

Le crédit des assureurs

En mai, les opérations des crédits des groupes d'assurances ont crû de **8%** sur douze mois, totalisant **8,9 millions de dollars**. Dans ce segment, **Consortio Nacional de Seguros** détient un tiers du marché.

Globalement, les crédits octroyés par les assureurs ont diminué de **39%** entre mai 2009 et mai 2010.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 45,6M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		176,7	177,4	182,7
PIB (Δ %)		2,5	0,4	3,0
PIB/hab. (\$)		4 210	3 890	4 007
Taux d'intérêt court* (%)		10,0	3,5	3,0
Taux d'inflation (Δ %)		7,67	2,0	3,0
Taux de chômage* (%)		10,1	11,5	12,1
Solde commercial (Md\$)		-5,0	2,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		23,12	23,12	25,4
Dettes extérieures* (Md\$)		45,85	49,0	53,8
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 194	2 044	
	/EUR	3 227	2 908	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Une bonne croissance pour commencer l'année

La croissance au premier trimestre 2010 a été calculée par les statistiques officielles à **4,4%**, et ce malgré la dégradation du commerce bilatéral avec le voisin vénézuélien.

Trois secteurs ont particulièrement contribué à cette tendance à la hausse du PIB, à savoir la construction (+15,9%), les mines et hydrocarbures (+13,2%) et l'électricité, gaz et eau (+6,5%). Il ne faut pas oublier, également, le bon comportement de l'industrie (+3,9%), du commerce (+3,6%) et des transports et communications (+2,6%).

PS : sur cette période, la croissance du secteur bancaire n'a été que de 1,5%.

Baisse des *remesas* au premier trimestre

Selon la Banque centrale, au cours des trois premiers mois de 2010 le montant total des transferts d'argent issu des colombiens installés à l'étranger s'est chiffré à **901 millions de dollars**, montant inférieur de **17,7%** à celui de la même période de 2009.

Cette tendance à la baisse tient notamment à la situation économique difficile de l'Espagne, pays qui compte le plus grand contingent de citoyens colombiens à l'étranger.

PS : les *remesas* représentent **7,5%** des revenus courants de la balance des paiements du pays.

Combien de pauvres ?

D'après les chiffres officiels du **DANE**, il y aurait dans le pays **20 millions** de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (44% de la population totale). Est considérée comme pauvre une personne qui consacre plus de 40% de ses revenus (+ de 124 000 pesos soit 65 dollars) à des achats alimentaires de base.

De même, sur ces 20 millions de pauvres, **7 millions** sont considérés comme indigents (15% de la population), c'est-à-dire des personnes dont le revenu mensuel par tête d'habitant est inférieur à 124 000 pesos (environ 65 dollars).

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 111,2M d'hab.

Densité de population 56,61 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 036,6	968,1	1 009,7
PIB (Δ %)		1,5	-6,6	4,3
PIB/hab. (\$)		9 322	8 706	9 080
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	4,5	4,9
Taux d'inflation (Δ %)		5,0	3,6	4,7
Taux de chômage* (%)		4,25	5,9	5,7
Solde commercial (Md\$)		-16,8	-13,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		77,13	80,8	101,5
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	13,34	13,04	
	/EUR	19,45	18,66	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Élections locales : victoire en demi-teinte pour le PRI

Le 4 juillet dernier des élections locales (gouverneurs et députés d'État, maires) ont eu lieu dans 12 États du pays, faisant alors figure de nouveau test pour le président **Felipe Calderón** un an après la victoire du **Parti révolutionnaire institutionnel** (PRI, opposition) aux élections législatives fédérales. Ce scrutin a été marqué par l'assassinat par le crime organisé de **Rodolfo Torre Cantú** (PRI), candidat favori au poste de gouverneur de l'État de Tamaulipas (nord-est).

Sur les 12 États en question, le PRI a réussi à en garder six (Chihuahua, Durango, Hidalgo, Quintana Roo, Tamaulipas et Veracruz) et en a gagné trois (Aguascalientes, Tlaxcala et Zacatecas). En revanche, les *pristas* ont perdu trois États clés car particulièrement peuplés : Oaxaca, Puebla et Sinaloa, et ce à cause d'alliances, quelque peu contre-nature mais savamment calculées, entre le **Parti Action nationale** (droite, parti du Président) et le **Parti de la révolution démocratique** (gauche).

Les derniers chiffres du commerce extérieur

Entre les mois de janvier et mai derniers, l'économie nationale a enregistré un excédent commercial de **653 millions de dollars**.

Sur le seul mois de mai 2010, le solde est positif à hauteur de **179 millions de dollars** (excédent de 450 millions de dollars en mai 2009), résultant de 24,8 milliards de dollars d'exportations (+43,9% en variation interannuelle) et de 24,6 milliards de dollars d'importations (+46,7%).

PS : de source gouvernementale, on apprend que lors des huit dernières années, la part du Mexique dans le commerce mondial a baissé de 2,7% à **2,1%**. De plus, sur les plus de quatre millions d'entreprises que compte le pays aztèque, seules 37 500 se sont internationalisées dont 400 représentent à elles seules 80% des exportations nationales.

Lente récupération des *remesas*

Selon la Banque centrale, en mai 2010, les transferts bancaires entrants en provenance des émigrés se sont montés à **2,1 milliards de dollars**, soit une hausse de **12%** par rapport à la même période l'an passé. Il s'agit de la meilleure progression depuis octobre 2006, augmentation qui s'expliquerait surtout par la célébration de la Fête des Mères. Cependant, les transferts bancaires n'ont pas retrouvé leur volume d'avant la

crise : entre janvier et mai 2010, les transferts bancaires se sont élevés à **8,7 milliards de dollars**, soit **4,6%** de moins par rapport à la même période l'an passé.

Les experts prévoient une amélioration dans les mois à venir, due en partie à la hausse du nombre d'émigrants mexicains qui ont obtenu un travail dernièrement.

La tendance chez les PME *nuevoleonasas*

Ces deux derniers mois, selon une enquête, 45% des PME de l'État du Nuevo León (nord, capitale Monterrey), l'un des moteurs économiques du pays, ont enregistré une augmentation de leurs ventes alors que 30% n'ont vu aucun changement et 25% ont vu leurs recettes baisser. La reprise économique locale s'est surtout ressentie dans le secteur de l'industrie automobile.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		30,5	31,5	33,1
PIB (Δ %)		8,9	2,6	5,1
PIB/hab. (\$)		8 714	9 000	9 457
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,25	8,0	6,25
Taux d'inflation (%)		9,2	5,9	7,2
Taux de chômage* (%)		7,0	6,4	7,9
Solde commercial (Md\$)		-2,8	0,87	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		4,0	8,0	8,0
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	12,4	12,4
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	24,3	19,6	
	/EUR	34,8	27,37	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Dettes publiques en augmentation

Entre janvier et mars 2010, la dette du secteur public a augmenté pour le cinquième trimestre consécutif, s'élevant aujourd'hui à **22,5 milliards de dollars**. Ce chiffre représente une augmentation de 644 millions de dollars par rapport au mois de décembre 2009. Le stock de la dette du secteur public au premier trimestre de l'année a donc atteint l'équivalent de 67% du PIB, ratio légèrement inférieur à celui enregistré à la fin du trimestre passé (69,5%) car l'augmentation du niveau d'activité a été plus importante que celle de la dette.

Les exportations s'envolent

Au premier semestre de 2010, les exportations ont connu une augmentation interannuelle de **23,8%** atteignant un montant de **2,7 milliards de dollars**. Les principaux produits exportés ont été la viande et abats (20,2% du total) suivi du soja (14,9%) et des céréales (9,0%). La première destination des exportations uruguayennes a été le Brésil (19,2%) alors que l'Union européenne a reçu 17% du total et les pays de l'ALENA (Mexique, Canada, les États-Unis) 6%.

La Chine (4^{ème} destination), l'Allemagne (5^{ème}) et la Russie (6^{ème}) ont connu les plus fortes augmentations, respectivement de 102,22%, 86,5% et 73,85%. Parmi les produits exportés, les voitures (+95,8%), le caoutchouc (+83,5%), les peaux et cuirs (+66,1%) et enfin le soja (+46,7%) ont connu les plus fortes hausses. À l'inverse, les céréales, les produits pharmaceutiques et la minoterie ont subi des baisses respectives de 23,2%, 12,2% et 10,2%.

Rappel : en 2009, les exportations avaient baissé de **8,7%** par rapport à 2008, année record avec **6 milliards de dollars**.

Tendance à la hausse pour les salaires

Depuis le début de l'année, les revenus réels des salariés ont augmenté de **3,74%** et de **3,2%** sur les douze derniers mois. En termes nominaux (inflation incluse), l'indicateur montre une hausse de **6,6%** au cours des cinq premiers mois de 2010 et de **10,51%** au cours des douze derniers mois.

PS : les salaires et compensations du secteur privé ont enregistré une hausse de 0,11% au mois de mai dernier alors que ceux du secteur public sont tombés de 0,08%.